



COMPTE DE RESULTAT

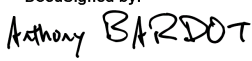
	Clôture au 28/02/22 Durée 12 mois	Clôture au 28/02/21 Durée 12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	84 118 704	76 964 326
VENTES DE MARCHANDISES	79 327 405	73 296 991
PRODUCTION VENDUE (BIENS)	11 573	8 445
PRODUCTION VENDUE (SERVICES)	2 563 429	1 871 605
<i>MONTANT NET DU CHIFFRE D'AFFAIRES</i>	<i>81 902 408</i>	<i>75 177 043</i>
SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	69 663	47 069
REPRISES SUR PROVISIONS	315 590	224 627
TRANSFERTS DE CHARGES	260 065	172 036
AUTRES PRODUITS	1 570 976	1 343 549
CHARGES D'EXPLOITATION	81 710 186	75 087 092
ACHATS DE MARCHANDISES	62 351 767	56 522 588
VARIATION DES STOCKS (MARCHANDISES)	(165 124)	(293 552)
ACHATS DE MATIERES ET AUTRES APPROVISIONNEMENTS	197 540	151 308
AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES	7 216 894	6 953 371
IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	1 407 187	1 337 880
SALAIRES ET TRAITEMENTS	6 502 377	6 552 051
<i>dont intéressement et participation des salariés</i>	<i>280 309</i>	<i>222 273</i>
CHARGES SOCIALES	1 623 397	1 531 552
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS SUR IMMOBILISATIONS	2 091 380	1 897 834
DOTATIONS AUX PROVISIONS SUR ACTIF CIRCULANT	273 275	205 267
DOTATIONS AUX PROVISIONS POUR RISQUES & CHARGES	72 345	205 841
AUTRES CHARGES	139 144	22 949
RESULTAT D'EXPLOITATION AVANT D.A.P. ECART ACQUISITION	2 408 518	1 877 234
RESULTAT D'EXPLOITATION APRES D.A.P. ECART ACQUISITION	2 408 518	1 877 234
PRODUITS FINANCIERS	22 308	210 042
PARTICIPATIONS	22 020	9 724
INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES DIVERS	287	317
REPRISES SUR PROVISIONS		200 000
CHARGES FINANCIERES	309 465	389 879
INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES	309 465	389 843
CHARGES NETTES SUR CESSIONS VAL MOBILIERES PLACEMENT		35
RESULTAT FINANCIER	(287 157)	(179 836)



COMPTE DE RESULTAT

	Clôture au 28/02/22 Durée 12 mois	Clôture au 28/02/21 Durée 12 mois
PRODUITS EXCEPTIONNELS	29 882	12 559
SUR OPERATIONS EN CAPITAL	29 882	12 559
CHARGES EXCEPTIONNELLES	39 553	322 076
SUR OPERATIONS DE GESTION	410	410
SUR OPERATIONS EN CAPITAL	29 528	208 903
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	9 615	112 762
RESULTAT EXCEPTIONNEL	(9 671)	(309 516)
IMPOTS SUR LES BENEFICES EXIGIBLES	402 897	(30 809)
IMPOTS DIFFERES SUR LES BENEFICES	111 957	363 194
IMPOTS SUR LES BENEFICES	514 854	332 385
RESULTAT DES SOCIETES INTEGREES	1 596 835	1 055 495
RESULTAT D'ENSEMBLE CONSOLIDE	1 596 835	1 055 495
RESULTAT GROUPE	1 596 621	1 055 346
RESULTAT HORS GROUPE	213	149

Comptes certifiés conformes

DocuSigned by:

 E0D5DA809C3E46D...

A.G. DIS
Société par actions simplifiée au capital de 7 040 000 euros
Siège social : Lieu dit Aussonne – 445 Route du Nord
82000 MONTAUBAN
485 379 168 RCS MONTAUBAN

RAPPORT SUR LES COMPTES DU GROUPE ARRETES AU 28 FEVRIER 2022

Messieurs,

Conformément à la loi et aux statuts de notre Société, nous vous avons réunis en Assemblée Générale Ordinaire Annuelle afin de vous présenter les comptes consolidés du groupe « A.G. DIS » au titre de l'exercice clos le 28 février 2022.

Nous vous donnerons toutes précisions et tous renseignements complémentaires concernant les pièces et documents prévus par la réglementation en vigueur et qui ont été tenus à votre disposition dans les délais légaux.

Vous prendrez ensuite connaissance des rapports des Commissaires aux Comptes.

I - LE GROUPE

Nous vous rendons compte de l'activité du groupe A.G. DIS pour la période s'étendant du 1^{er} mars 2021 au 28 février 2022, au titre de la réalisation des comptes consolidés.

Le groupe est composé des sociétés suivantes :

- * la société A.G.DIS, société mère,

- * les sociétés suivantes, filiale ou sous-filiale de votre société :

- la SAS AUDIS contrôlée à hauteur de 99,99 %,
- la SARL AUDIS VOYAGES contrôlée à hauteur de 100 % par la société SAS AUDIS.

Le siège des trois sociétés est situé au Lieudit Aussonne, 445 Route du Nord - 82000 MONTAUBAN.

Ces sociétés ont clôturé leur exercice social au 28 février 2022, qui a eu une durée de 12 mois.

Toutes les sociétés sont consolidées par la méthode de l'intégration globale.

II - L'ACTIVITE DU GROUPE

Faits caractéristiques de l'exercice

Face une situation d'épidémie Covid-19 de portée internationale, la Direction du groupe a suivi attentivement la situation et a adapté son fonctionnement en conséquence, afin de respecter les mesures sanitaires (adaptation des postes de travail et mise en application des gestes barrières...).

La pandémie de Covid-19 ne remet pas en cause la continuité d'exploitation de la société et n'entraîne aucune correction de la valeur comptable des actifs et des passifs inscrits dans les présents comptes consolidés.

Examen des comptes

Les ventes de marchandises de l'exercice s'élèvent à 79 327 405 euros hors taxes contre 73 296 991 euros pour l'exercice précédent. La production vendue est de 2 575 002 euros contre 1 880 050 euros pour l'exercice précédent.

Les charges d'exploitation, comptabilisées au cours des deux derniers exercices, sont les suivantes :

	<u>N</u>	<u>N-1</u>
- les achats de marchandises.....	62 351 767 €	56 522 588 €
- la variation des stocks marchandises.....	-165 124 €	-293 552 €
- les achats de matières et autres approvisionnements	197 540 €	151 308 €
- les autres achats et charges externes	7 216 894 €	6 953 371 €
- les impôts, taxes et versements assimilés.....	1 407 187 €	1 337 880 €
- les salaires et traitements.....	6 502 377 €	6 552 051 €
- les charges sociales	1 623 397 €	1 531 552 €
- la dotation aux amortissements sur immobilisations	2 091 380 €	1 897 834 €
- la dotation aux provisions sur actif circulant	273 275 €	205 267 €
- la dotation aux provisions pour risques et charges	72 345 €	205 841 €
- les autres charges	139 144 €	22 949 €

Le résultat d'exploitation est bénéficiaire de 2 408 518 euros contre 1 877 234 euros pour l'exercice précédent.

Le résultat financier est négatif de -287 157 euros contre -179 836 euros pour l'exercice précédent. Le résultat exceptionnel est négatif de -9 671 euros contre -309 516 euros pour l'exercice précédent.

Après un impôt sur les bénéfices positif exigible de 402 897 euros et un impôt sur les bénéfices différé de 111 957 euros, le résultat d'ensemble consolidé est bénéficiaire de 1 596 835 euros (dont 1 596 621 euros pour le groupe et 213 euros hors groupe) contre un résultat bénéficiaire de 1 055 495 euros pour l'exercice précédent (dont 1 055 346 euros pour le groupe et 149 euros hors groupe).

Activités en matière de recherche et de développement

La société n'a pas réalisé d'activité en matière de recherche et de développement.

III - LES ACTIVITES ET LE RESULTAT DES FILIALES

1° - SOCIETE AUDIS

La Société « AUDIS », Société par actions simplifiée au capital de 100 000 euros, dont le siège est situé à MONTAUBAN (82000), Lieudit Aussonne - R.N. 20, immatriculée au registre du Commerce et des Sociétés de MONTAUBAN sous le numéro 344 392 063, est détenue à hauteur de 99,99% par la société A.G. DIS.

La société AUDIS exploite un centre E. LECLERC à MONTAUBAN.

Au titre de son exercice clos le 28 février 2022, la société AUDIS a réalisé un chiffre d'affaires de 81 701 180 euros, a généré un bénéfice comptable de 1 592 194 euros, et les capitaux propres avant affectation s'élèvent à 6 220 487 euros.

2° - SOCIETE AUDIS VOYAGES

La Société « AUDIS VOYAGES », société à responsabilité limitée au capital de 8 000 euros, dont le siège est situé à MONTAUBAN (82000), 445 Route du Nord, immatriculée au registre du Commerce et des Sociétés de MONTAUBAN sous le numéro 391 960 960, est détenue à 100% par la société AUDIS.

La société AUDIS VOYAGES exploite une agence de voyages.

Au titre de son exercice clos le 28 février 2022, la société AUDIS VOYAGES a réalisé un chiffre d'affaires de 201 227 euros, a dégagé un bénéfice net comptable de 27 333 euros, et les capitaux propres avant affectation s'élèvent à 194 032 euros.

IV - LES PERSPECTIVES

Aucun événement pouvant influencer de manière notable le groupe n'est à signaler depuis la clôture de l'exercice.

Vous voudrez bien vous reporter à l'annexe des comptes du groupe pour obtenir des informations comptables ou techniques se rapportant à l'établissement des comptes consolidés.

Fait à MONTAUBAN

Le Président
M. Anthony BARDOT

DocuSigned by:

E0D5DA809C3E46D...

ANNEXE

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Face à une situation d'épidémie Covid-19 de portée internationale, la Direction du groupe a suivi attentivement la situation et a adapté son fonctionnement en conséquence afin de respecter les mesures sanitaires (adaptation des postes de travail et mise en application des gestes barrières...).

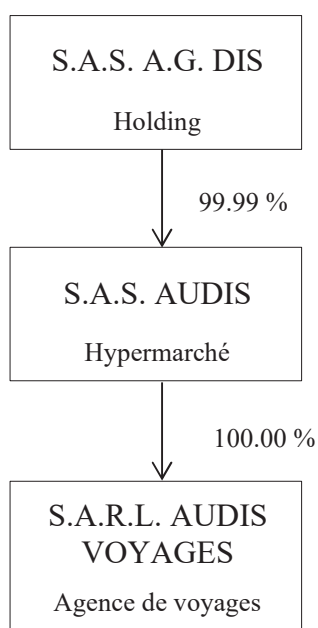
La pandémie de Covid-19 ne remet pas en cause la continuité d'exploitation de la société et n'entraîne aucune correction de la valeur comptable des actifs et des passifs inscrits dans les présents comptes annuels.

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE

Aucun événement postérieur à la clôture de l'exercice, pouvant avoir un impact significatif sur les comptes, n'est connu à la date d'arrêté des comptes annuels.

PERIMETRE ET MODALITES DE CONSOLIDATION

1) Organigramme du groupe



2) Périmètre de consolidation

Entreprises	% d'intérêt	% de contrôle	Siège social	Numéro SIREN
S.A.S A.G. DIS Holding	<i>Société Mère</i>	<i>Société Mère</i>	<i>445 Route du Nord 82000 MONTAUBAN</i>	<i>485 379 168</i>
S.A.S. AUDIS Hypermarché	99.99 %	99.99 %	<i>445 Route du Nord 82000 MONTAUBAN</i>	<i>344 392 063</i>
S.A.R.L. AUDIS VOYAGES Agence de voyages	100.00 %	100.00 %	<i>445 Route du Nord 82000 MONTAUBAN</i>	<i>391 960 960</i>

Toutes ces sociétés sont consolidées par la méthode de l'intégration globale.

3) Date de clôture et durée de l'exercice

	Clôture	Durée
S.A.S. A.G. DIS	28/02/2022	12 mois
S.A.S. AUDIS	28/02/2022	12 mois
S.A.R.L. AUDIS VOYAGES	28/02/2022	12 mois

4) Traitement de l'écart de consolidation initiale

L'excédent du prix d'acquisition des titres AUDIS est affecté au poste « Fonds commercial » à l'actif du bilan consolidé pour 7 300 000 € et au poste terrain pour 3 646 203 €.

Précisions sur la notion de fonds commercial :

Le fond commercial d'une entreprise du secteur de la grande distribution est identifié par l'autorisation d'exploiter une surface commerciale sur un lieu géographique précis et est en cela assez proche d'un véritable droit au bail.

Pour cette raison, il a été choisi d'inscrire la survaleur des éléments incorporels sur la ligne « Fonds commercial ».

Etant considéré comme identifié (proche d'un véritable droit au bail) et n'ayant pas de durée d'utilisation limitée, ces éléments incorporels ne sont pas amortis mais font l'objet d'un test de dépréciation annuel.

Précisions sur la fiscalité différée relative aux écarts d'évaluation

L'analyse des écarts d'évaluation montre que le prix des titres acquis n'intègre pas de fiscalité différée.

Par ailleurs, les éléments de l'écart initial d'évaluation identifiés n'ont pas vocation à être revendus séparément et demeurent intrinsèquement liés à la poursuite de l'activité de la société.

Pour l'ensemble de ces raisons et en rappelant que la constatation d'un passif différé aurait conduit à créer artificiellement un écart d'acquisition non identifié, il n'a pas été comptabilisé de fiscalité différée au passif.

En conséquence, il convient de rappeler que la cession des éléments d'actifs ci-après conduirait, le cas échéant, à calculer un impôt sur les sociétés sur la totalité du prix de vente sans déduire de valeur nette comptable figurant dans les comptes consolidés pour les montants suivants :

	<u>Prix de revient</u>	<u>I.S. à 25 %</u>
- Fonds commercial	7 300 000	1 825 000
- Terrain	3 646 203	911 551

PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

Le bilan et le compte de résultat ont été établis conformément au règlement ANC n°2020-01 (Autorité des Normes Comptables). Les principales méthodes comptables utilisées sont les suivantes :

Méthodes et principes de consolidation

Le Groupe établit ses comptes consolidés en conformité avec les dispositions légales et réglementaires applicables en France, selon le règlement 2020-01 du 9 octobre 2020 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) qui a remplacé le règlement CRC 99-02 du 29 avril 1999 du Comité de la Réglementation Comptable (CRC). Ce nouveau règlement est applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2021.

Information comparative

A compter du 1er janvier 2021, les méthodes préférentielles du règlement CRC 99-02 sont devenues des méthodes obligatoires dans les comptes consolidés à l'exception de la méthode de comptabilisation à l'avancement des contrats à long terme (maintien du choix simple du PCG entre achèvement et avancement), de l'enregistrement en résultat des écarts de conversion des actifs et passifs monétaires dont la possibilité est supprimée et le provisionnement des engagements de retraite qui demeure d'application optionnelle. Le nouveau règlement s'applique de manière prospective aux transactions survenant après la date de première application ainsi qu'aux contrats conclus après cette date. L'absence de rétroactivité signifie que des opérations de même nature survenues avant et après le 1er janvier 2021 seront comptabilisées selon les méthodes comptables en vigueur respectivement avant et après cette date.

Les états de synthèse présentent un exercice comparatif conformément au format prescrit par le nouveau règlement.

L'application du nouveau règlement n'a pas d'impact matériel sur les comptes consolidés du Groupe et n'altère pas la comparabilité des exercices.

Changement de méthode de présentation

Le nouveau règlement ANC 2020-01 s'applique aux comptes consolidés en règles françaises pour les exercices ouverts à compter du 01/01/2021.

La modification apportée au bilan est la suivante :

A l'actif du bilan consolidé, les écarts d'acquisition sont présentés en tant que poste faisant partie des immobilisations incorporelles, ce qui confirme leur nature d'immobilisation incorporelle. Dans le modèle de bilan du règlement CRC 99.02, les écarts d'acquisition sont présentés comme la première ligne de l'actif avant les immobilisations incorporelles.

- Au passif du bilan consolidés, les impôts différés passif sont inclus dans les autres dettes et comptes de régularisation. Dans le modèle de bilan du règlement CRC 99.02, les impôts différés passif sont présentés avec les provisions.

La modification apportée au compte de résultat est la suivante :

Sur le compte de résultat consolidé apparaissent désormais deux résultats d'exploitation, l'un avant les amortissements et dépréciations d'écarts d'acquisition, l'autre après ces charges (ANC, règl précité. Art. 281-2 et 282-3). Dans le modèle du règlement CRC, les amortissements de l'écart d'acquisition figurent comme le dernier poste avant le « Résultat net de l'ensemble consolidé ».

1) Retraitement des comptes sociaux

* Les retraitements de consolidation ont porté sur l'élimination des comptes et opérations réciproques, des résultats internes à l'ensemble consolidé (dividendes, plus-values de cessions...).

* Les engagements de retraite ont fait l'objet d'une provision pour charges.

* Des impôts différés sont comptabilisés pour tenir compte :

- du décalage temporaire dans les comptes sociaux entre l'assiette fiscale et le résultat comptable,
- des écritures de retraitement et d'élimination spécifiques à la consolidation.

* Les écritures de nature fiscale (amortissements dérogatoires, provisions réglementées, subventions d'investissement) sont éliminées.

2) Méthodes d'évaluation

Les méthodes d'évaluation retenues sont les mêmes que celles des comptes sociaux des sociétés concernées.

Immobilisations incorporelles

L'évaluation des éléments incorporels du fonds de commerce résultant de la consolidation est inscrite au poste « Fonds commercial ». Les fonds commerciaux acquis sont inscrits, le cas échéant pour leur valeur d'acquisition. Ils ne sont pas amortis, mais font l'objet d'un test de dépréciation au minimum une fois par an et dès qu'il existe un indice de perte de valeur. Ce test peut conduire à constater une dépréciation lorsque la valeur d'usage du fonds commercial est inférieure à sa valeur comptable.

Les logiciels informatiques sont amortis sur une durée de 1 à 3 ans.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition tel qu'il résulte des comptes sociaux.

Les écarts d'évaluation viennent majorer le cas échéant la valeur brute des immobilisations concernées.

Les amortissements sont calculés suivant les modes linéaire et dégressif en fonction de la durée d'utilisation prévue et en accord avec les pratiques professionnelles du secteur d'activité.

Par mesure de simplification, les amortissements sont repris des comptes sociaux et majorés de l'amortissement provenant, le cas échéant, de l'écart d'évaluation.

Compte tenu de l'absence de visibilité sur les cessions de biens, les valeurs résiduelles ne sont pas prises en compte dans la base de calcul des amortissements.

Une dépréciation est constituée lorsque la valeur actuelle (vénale ou d'usage) est inférieure à la valeur nette comptable.

Durées usuelles d'amortissement :

- Agencements des terrains :	10 à 25 ans	- Matériel de vente :	5 à 12 ans
- Constructions :	20 à 25 ans	- Matériel de transport :	3 à 5 ans
- Agencements des constructions :	10 à 15 ans	- Matériel informatique :	3 à 5 ans
- Agencements divers :	6 à 12 ans	- Mobilier de bureau :	5 à 10 ans

Immobilisations financières et valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est comptabilisée du montant de la différence.

Stocks

Le coût d'acquisition de stocks est constitué du prix d'achat, y compris les droits de douanes et autres taxes non récupérables, après déduction des rabais commerciaux, remises et autres éléments similaires.

Une dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Créances et dettes

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Pour les créances, une dépréciation est comptabilisée lorsque leur valeur d'inventaire est inférieure à leur valeur comptable.

NOTES RELATIVES A CERTAINS POSTES DU BILAN

1) Capital

Le capital social se compose de 70 400 actions de 100 euros.

La variation des capitaux propres s'analyse comme suit :		Groupe	Hors- Groupe	Total
* Capitaux propres	N – 2	13 553 039	2 110	13 555 149
* Résultat de l'exercice	N – 1	1 055 346	149	1 055 495
* Distribution de l'exercice	N – 1	-	- 120	- 120
* Capitaux propres	N – 1	14 608 386	2 139	14 610 525
* Résultat de l'exercice	N	1 596 621	213	1 596 835
* Distribution de l'exercice	N	-	- 120	- 120
* Capitaux propres	N	16 205 008	2 233	16 207 240

2) Tableau de passage des capitaux propres des comptes sociaux aux comptes consolidés

Voir tableau annexe A.

3) Fonds commercial

* 1988 : Fonds de commerce Nouvelles Galeries	38 112
* 1996 : Fonds de commerce Galeries Lafayette	326 546
* 1999 : Licence Bar	9 909
* 1999 : Fonds de commerce Montauban Fleurs	15 245
* 1999 : Ecart d'évaluation AUDIS	7 300 000
	7 689 812

4) Immobilisations

	DEBUT EXERCICE	AUGMENTATIONS	DIMINUTIONS	FIN EXERCICE
Ecart d'acquisition				
Fonds commercial	7 689 812			7 689 812
Autres immobilisations incorporelles (*)	151 815	18 237	1 080	168 972
Immobilisations corporelles (1)	49 037 263	1 157 597	171 572	50 023 288
Immobilisations financières - titres	1 307 310	9 363		1 316 673
Immobilisations financières - créances	378 906	3 608		382 514
	58 565 106	1 188 805	172 652	59 581 260

5) Amortissements

	DEBUT EXERCICE	AUGMENTATIONS	DIMINUTIONS	FIN EXERCICE
Ecart d'acquisition				
Autres immobilisations incorporelles	136 681	12 746	1 080	148 347
Immobilisations corporelles (**)	23 058 300	2 088 250	142 044	25 004 505
	23 194 981	2 100 996 (*)	143 124	25 152 852
(*) Dont dotation : . linéaire		1 874 895		
. dégressive		216 486		
. exceptionnelle		9 616		

6) Provisions et dépréciations

	DEBUT EXERCICE	DOTATIONS (*)	REPRISES (*)	FIN EXERCICE
Provisions pour risques et charges (1)	354 427	70 345		424 772
Provisions pour engagements de retraite (2)	557 000	2 000	8 000	551 000
Dépréciations de l'actif immobilisé (3)				
Dépréciations de l'actif circulant	593 551	273 275	307 591	559 235
	1 504 978	345 620	315 590	1 535 008
(*) Dont dotation : . exploitation		345 620	315 590	
. financier				
. exceptionnel				

(1) La provision pour risques et charges, constituée sur la société AUDIS, correspond à :

- Une quote-part de la société dans un litige de la société coopérative nationale assignée par le ministre de l'Economie et des Finances devant le tribunal de commerce de Paris pour une restitution aux fournisseurs de remises additionnelles. Les sommes susceptibles d'être reversée par la société s'élèvent à 150 k€. En mai 2021, le tribunal de commerce de Paris a débouté le ministre de l'Economie et des Finances de toutes ses demandes mais ce dernier a fait appel. La provision pour risques et charges est donc maintenue ;
- Des litiges salariés à hauteur de 274 k€.

(2) La provision pour engagement retraite est calculée selon les hypothèses suivantes :

- départ uniforme de tous les salariés à l'âge de 62 ans, de façon volontaire ;
- calcul pour tous les salariés présents à la date de clôture de l'exercice social ;
- exclusion des dirigeants et mandataires sociaux en l'absence d'engagements formels ;
- valorisation établie à la date de clôture de l'exercice ;
- calcul effectué sur la base du salaire brut moyen mensuel ;
- évolution annuelle des rémunérations brutes : + 1.50 % ;
- taux d'actualisation annuel à la clôture de l'exercice : 0.90 % ;
- montant déterminé avec incidence des charges sociales et fiscales ;
- critère de turn-over du personnel : cadres : faible – employés et agents de maîtrises : moyen ;
- table de mortalité : INSEE 2020.

7) Créances : état des échéances	VALEUR BRUTE FIN EXERCICE	A UN AN AU PLUS	A PLUS D'UN AN
Créances rattachées à des participations	382 514		382 514
Créances d'exploitation	3 833 773	3 833 773	
Autres créances	444 561	444 561	
Charges constatées d'avance	365 623	365 623	
	5 026 471	4 643 957	382 514

8) Dettes : état des échéances	VALEUR BRUTE FIN EXERCICE	A UN AN AU PLUS	DE UN A CINQ ANS	A PLUS DE CINQ ANS
Concours bancaires courants (*)	316 336	316 336		
Emprunts bancaires (1)	17 879 813	3 931 363	10 605 859	3 342 591
Emprunts et dettes financières divers (2)	874 100	620 863		253 237
Dettes d'exploitation	8 564 081	8 286 809		277 272
Autres dettes	125 811	125 811		
Produits constatés d'avance	72 621	72 621		
	27 832 764	13 353 803	10 605 859	3 873 100

(*) dont compris intérêts courus sur emprunts bancaires 34 880

(1) Emprunts auprès des établissements de crédit souscrits en cours d'exercice 1 777 341

(1) Emprunts auprès des établissements de crédit remboursés en cours d'exercice 3 224 917

(2) Dont dettes souscrites auprès des associés personnes physiques et morales 620 864

9) Comptes rattachés et comptes de régularisation

Les charges à payer, produits à recevoir, charges et produits constatés d'avance ne nécessitent pas d'informations particulières.

10) Valeurs mobilières de placement	Exercice N	Exercice N-1
.Plus-value latente à la fin de l'exercice	-	-
.Moins-value latente à la fin de l'exercice	-	-

11) Tableau des flux de trésorerie et situation financière

Voir tableaux annexe B et annexe C.

NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

1) Chiffre d'affaires consolidé	Exercice N	Exercice N-1
- Magasin	57 409 693	56 141 096
- Drive	7 936 694	8 010 355
- Station-service	16 354 793	10 940 809
- Agence de voyages	201 228	84 782
Chiffre d'affaires net	81 902 408	75 177 042

Il est réalisé exclusivement en France.

2) Ventilation de l'effectif moyen

L'effectif moyen correspond à la moyenne arithmétique des effectifs à la fin de chaque mois de l'exercice comptable. Les salariés employés à temps partiel sont « proratisés » et le personnel intérimaire n'est pas pris en compte. Les salariés à prendre en compte sont ceux définis à l'article L 130-1 du code de sécurité sociale.

L'effectif se décompose ainsi :

- Cadres	15
- Agents de maîtrise	10
- Employés	210
	<u>235</u>

La participation des salariés et l'intéressement ont été reclassés dans le poste Salaires et traitements du compte de résultat pour un montant de 280 309 €.

3) Rémunérations des dirigeants

En application du principe du respect du droit des personnes, cette rubrique n'est pas servie car elle aurait pour effet de fournir des informations de caractère individuel.

4) Impôt sur les bénéfices	Exercice N	Exercice N-1
. Impôt exigible	402 897	- 30 809
. Variation des impositions différées	111 957	363 194
. Total	514 854	332 385

NB : Compte tenu du caractère incertain de l'évolution des taux d'impôt, le taux de 25 % est retenu pour le calcul de la fiscalité différée au 28/02/2022.

Un groupe d'intégration existe entre les sociétés A.G. DIS et AUDIS.

5) Variation des impôts différés	Exercice N	Exercice N-1	Variation
. Provision engagement retraite	137 750	147 605	- 9 855
. Provision participation des salariés	69 318	58 902	10 416
. Provision contribution sociale solidarité sociétés	3 350	3 710	- 360
. Retraitement des crédits baux	- 573	- 607	34
. Déficit reportable	-	112 192	- 112 192
. Montant de l'impôt différé	209 845	321 802	- 111 957
<i>Dont impôts différés actif :</i>	209 845	321 802	
<i>Dont impôts différés passif :</i>	-	-	

La ventilation de la fiscalité différée par société est développée en annexe D.

6) Impôt sur les sociétés : rapprochement entre la charge théorique et la charge effective

. Résultat avant I.S. des sociétés consolidées	2 111 688
. Réintégrations d'ensemble (dont mécénat : 215 301 €)	345 252
. Déductions d'ensemble (dont fonds de solidarité : 100 496 €)	- 113 256
. Déficit AUDIS VOYAGES non fiscalisé	39 122
Résultat fiscal consolidé	2 382 806
 Impôt sur les sociétés à 26.50%	 631 443
Réduction d'impôt mécénat	- 129 181
Correction fiscalité différée : impact changement de taux	12 591
	514 854

7) Actifs d'impôts différés non comptabilisés

Le déficit de la société AUDIS VOYAGES restant à déduire à la clôture de l'exercice, n'a pas été comptabilisé à l'actif du bilan, sa récupération n'étant pas jugée probable à court terme.

8) Résultat exceptionnel	Charges	Produits
Les éléments exceptionnels sont limités aux éléments inhabituels ou de montant particulièrement significatif.		
Cessions d'immobilisations corporelles	29 528	29 882
Amendes et pénalités	410	-
Amortissement exceptionnel sur mise au rebut	9 616	-
	39 553	29 882

9) Résultat par action	Exercice N	Exercice N-1
Résultat du groupe	1 596 835	1 055 495
Nombre d'actions	70 400	70 400
Résultat par action	23	15
Résultat dilué par action	23	15

AUTRES INFORMATIONS

1) Dettes garanties par des sûretés réelles

L'ensemble des emprunts à moyen ou long terme contractés auprès d'établissements de crédit est garanti par des sûretés réelles (hypothèque sur de l'ensemble immobilier, nantissement du fonds de commerce).

2) Engagements financiers	Données	Reçus
Cautions, avals, garantie concernant des sociétés de même enseigne	5 587 436	-
Cautions bancaires au titre de la garantie financière des agences de voyages	-	332 900
Marge non utilisée des crédits confirmés	800 000	800 000

3) Honoraires de commissariat aux comptes

Les honoraires de commissariat aux comptes concernent exclusivement la mission d'audit légal des comptes annuels et des comptes consolidés.

28/02/2022

Passage des comptes sociaux aux comptes consolidés				
	A.G. DIS	AUDIS	AUDIS VOYAGES	TOTAL
Situation nette sociale avant résultat	12 227 068	4 628 293	166 699	17 022 060
Retraitements à l'ouverture				
(+) Amortissements dérogatoires (is)		-533 000	-24 000	-557 000
(-) Provisions pour engagement de retraite				
(+/-) Retraitement de crédit-bail au bilan				
(+/-) IS différé	112 192	203 250	6 360	321 802
(+) Distributions intra-groupe	913 880			913 880
(+) Retraitement cessions internes				
(+/-) Eliminations non valeurs				
(+/-) Elimination Frais d'établissement				
Total des retraitements bilan	1 026 072	-329 750	-17 640	678 682
Situation nette retraitée	13 253 140	4 298 543	149 059	17 700 742
(+) Ecart d'évaluation du fonds de commerce		7 300 000		7 300 000
(+) Ecart d'évaluation Immobilier		3 646 203		3 646 203
(-) Elimination des titres des sous filiales			-7 622	-7 622
Situation nette réévaluée	13 253 140	15 244 746	141 437	28 639 323
% minoritaires		0.01%	0.01%	
(-) Intérêts minoritaires		-2 001	-19	-2 020
(-) Intérêts minoritaires sous pallier				
(-) Elimination des titres (retraités)		-14 028 916		-14 028 916
(-) Amort./écarts d'acquis. positifs				
Situation nette consolidée avant résultat	13 253 140	1 213 829	141 418	14 608 386
rappel situation nette consolidée groupe N-1	12 339 259	2 127 707	141 419	14 608 385
variation de capital				
distribution de dividendes reçue du groupe	913 880			913 880
distribution de dividendes versée au groupe		-913 880		-913 880
variation des écarts de conversion				
variation diverses				
situation nette consolidée groupe N (avant résultat N)	13 253 140	1 213 829	141 418	14 608 386
écart	-1	-1	1	-1

	A.G. DIS	AUDIS	AUDIS VOYAGES	TOTAL
Résultat social avant retraitements	997 144	1 592 195	27 333	2 616 672
Retraitements de l'exercice				
(+/-) Var.amortissements dérogatoires				
(-) Provisions pour engagement retraite (is)		8 000	-2 000	6 000
(+/-) Retraitement crédit bail				
(+/-) Variation IS différé	-112 192	95	140	-111 957
(-) Distributions intra-groupe	-913 880			-913 880
(+/-) Var. provision pour dépréciation des titres et créances				
(+/-) Elimination Frais d'établissement				
Total des retraitements résultat	-1 026 072	8 095	-1 860	-1 019 837
Résultat retraité	-28 928	1 600 290	25 473	1 596 835
% minoritaires		0.01%	0.01%	0.03%
(-) Intérêts minoritaires		-210	-3	-213
(-) Intérêts minoritaires sous pallier				
(-) Amort/écarts d'acquisition positifs				
(+) Reprises/écart d'acquisition négatif				
Résultat consolidé groupe	-28 928	1 600 080	25 470	1 596 622
Situation nette + résultat consolidés	13 224 212	2 813 908	166 888	16 205 008

TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE

	Exercice au 28/02/22 Durée 12 mois	Exercice au 28/02/21 Durée 12 mois	Exercice au 29/02/20 Durée 12 mois	Exercice au 28/02/19 Durée 12 mois
1) EVOLUTION DU FONDS DE ROULEMENT PERMANENT				
Flux de trésorerie liés à l'activité (hors B.F.R.E.)	3 761 822	3 268 278	3 119 713	2 536 422
Résultat d'exploitation	2 688 827	2 099 507	2 175 587	1 327 015
Charges et produits d'exploitation non décaissés/encaissés	2 155 725	2 103 676	2 186 333	2 094 474
Quote-part sur opérations faites en commun (1)				
Produits financiers (1)	22 308	10 043	10 902	6 381
Frais financiers (1)	(309 466)	(389 879)	(579 053)	(641 210)
Résultat exceptionnel lié à l'activité (1)	(410)	(410)	(60 793)	41 254
Participation et intéressement des salariés	(280 309)	(222 273)	(189 169)	
Impôt sur les sociétés, y compris sur les plus values de cession	(514 854)	(332 385)	(424 095)	(291 492)
Capacité d'autofinancement	3 761 822	3 268 278	3 119 713	2 536 422
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement	(1 158 924)	(2 616 232)	(897 311)	(1 574 145)
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	(1 175 834)	(2 820 902)	(436 298)	(1 490 969)
Acquisitions de titres	(9 363)	(7 056)	(123 774)	(6 567)
Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	29 882	3 000	1 080	
Cessions de titres		9 559		3 569
Variations des créances immobilisées	(3 608)	199 167	(338 319)	(80 178)
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement	(1 286 066)	(416 586)	(3 375 929)	(1 796 479)
Augmentation et réductions de capital, subventions				
Emprunts bancaires souscrits	1 952 270	2 797 730	216 134	2 583 866
Remboursement des emprunts bancaires	(3 224 917)	(3 214 196)	(3 592 291)	(4 386 563)
Augmentation des autres dettes financières			349	6 337
Remboursement des autres dettes financières	(13 299)			
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Sous-total Flux de financement hors dividendes	(1 285 946)	(416 466)	(3 375 809)	(1 796 359)
Distributions de dividendes mises en paiement	(120)	(120)	(120)	(120)
Sous-total : Variation du fonds de roulement permanent	1 316 832	235 461	(1 153 527)	(834 203)
Fonds de Roulement Permanent début d'exercice	(254 248)	(489 709)	663 818	1 498 021
Fonds de Roulement Permanent fin d'exercice	1 062 584	(254 248)	(489 709)	663 818
2) EVOLUTION DE LA TRESORERIE				
Flux de trésorerie liés à l'activité	2 205 239	3 472 344	4 313 039	2 334 571
Capacité d'autofinancement	3 761 822	3 268 278	3 119 713	2 536 422
Variation du besoin en fonds de roulement d'exploitation	(1 556 583)	204 066	1 193 326	(201 850)
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement	(1 158 924)	(2 616 232)	(897 311)	(1 574 145)
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement	(1 286 066)	(416 586)	(3 375 929)	(1 796 479)
Flux de trésorerie liés aux opérations hors exploitation	142 920	408 013	902 151	1 724 824
Variation du besoin en fonds de roulement hors exploitation	142 920	408 013	902 151	1 724 824
Variation de la trésorerie	(96 830)	847 540	941 950	688 771
Trésorerie début d'exercice	806 374	(41 166)	(983 115)	(1 671 887)
Trésorerie fin d'exercice	709 544	806 374	(41 166)	(983 115)

(1) Charges et produits ayant une incidence sur la trésorerie.



SITUATION FINANCIERE

	Exercice au 28/02/22 Durée 12 mois	Exercice au 28/02/21 Durée 12 mois	Exercice au 29/02/20 Durée 12 mois	Exercice au 28/02/19 Durée 12 mois
FINANCEMENTS STABLES	35 490 992	35 115 878	34 271 127	36 652 796
Capital et réserves	14 610 406	13 555 030	12 624 990	12 101 431
Résultat de l'exercice	1 596 835	1 055 495	930 159	523 679
SOUS-TOTAL CAPITAUX PROPRES	16 207 241	14 610 526	13 555 150	12 625 110
Provisions pour risques et charges	975 771	911 426	705 585	641 485
Emprunts bancaires	17 879 813	19 327 388	19 743 854	23 120 012
Emprunts bancaires décalage souscription / déblocage	174 928			
Autres emprunts et dettes financières diverses	253 237	266 536	266 536	266 187
BIENS STABLES	34 428 407	35 370 126	34 760 836	35 988 978
Immobilisations incorporelles	7 710 437	7 704 946	7 698 508	7 694 504
Immobilisations corporelles	25 018 782	25 978 963	25 180 999	26 875 238
Immobilisations financières (titres)	1 316 673	1 307 310	1 303 254	1 179 480
Immobilisations financières (créances)	382 514	378 906	578 073	239 754
FONDS DE ROULEMENT PERMANENT	1 062 584	(254 247)	(489 709)	663 817
(financements stables - biens stables)				
BESOINS D'EXPLOITATION	9 326 737	8 792 370	8 391 388	9 048 947
Stocks	5 446 425	5 335 736	5 003 937	5 678 465
Clients et comptes rattachés	703 722	643 849	635 293	534 835
Autres valeurs d'exploitation	3 176 589	2 812 783	2 752 156	2 835 646
FINANCEMENTS D'EXPLOITATION	8 636 702	9 658 918	9 053 870	8 518 104
Fournisseurs d'exploitation & comptes rattachés	5 590 923	6 862 961	6 207 731	5 816 260
Dettes fiscales et sociales	2 443 784	2 078 821	2 206 983	2 147 374
Autres dettes d'exploitation	601 994	717 134	639 155	554 469
BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT D'EXPLOITATION	690 034	(866 548)	(662 482)	530 843
Un chiffre négatif traduit un excédent de financement				
CREANCES HORS EXPLOITATION	444 561	1 318 005	1 879 419	2 956 911
Créances diverses	220 083	304 786	257 933	317 481
Impôt sur les sociétés	14 633	691 417	936 490	1 496 503
Actif d'impôts différés	209 845	321 802	684 996	1 142 927
DETTES HORS EXPLOITATION	781 555	1 512 079	1 665 479	1 840 820
Fournisseurs d'immobilisations		431 435	26 179	42 198
Impôt sur les sociétés	81 760		6 344	9 865
Autres dettes diverses	44 051	124 733	109 182	100 073
Comptes courants d'associés	620 863	863 311	1 361 283	1 525 243
Intérêts courus sur emprunts	34 880	92 600	162 490	163 440
BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT HORS EXPLOITATION	(336 994)	(194 074)	213 939	1 116 090
Un chiffre négatif traduit un excédent de financement				
LIQUIDITES ET CONCOURS BANCAIRES COURANTS	991 000	1 365 200	761 058	223 530
Valeurs mobilières de placement	178	470 117	190 027	
Disponibilités	815 893	895 083	571 031	223 530
Emprunts bancaires décalage souscription / déblocage	174 928			
CONCOURS BANCAIRES COURANTS	281 456	558 826	802 224	1 206 645
Découvert bancaire	281 456	558 826	802 224	1 206 645
TRESORERIE	709 544	806 374	(41 165)	(983 115)
Rappel du sous-total B.F.R. Hors Exploitation + Trésorerie	372 549	612 300	172 773	132 974

FISCALITE DIFFEREE N (IS)	A.G. DIS	AUDIS	AUDIS VOYAGES	TOTAL
. Provision participation des salariés		69 318		69 318
. Contribution sociale de solidarité		3 350		3 350
. Provision congés payés				
. Déficit antérieur				
. Provision pour hausse des prix				
. Amortissement dérogatoires				
. Provision engagements de retraite		131 250	6 500	137 750
. Retraitement des crédits baux		-573		-573
. Amortissements et déficits reportables				
. Cessions internes au groupe				
. Frais d'établissement				
. Abandon de créances				
. Provisions charges sociales				
. Provision pour investissement				
Total fiscalité différée A	0	203 345	6 500	209 845

FISCALITE DIFFEREE N -1 (IS)	A.G. DIS	AUDIS	AUDIS VOYAGES	TOTAL
. Provision participation des salariés		58 902		58 902
. Contribution sociale de solidarité		3 710		3 710
. Provision congés payés				
. Déficit antérieur				
. Provision pour hausse des prix				
. Amortissement dérogatoires				
. Provision engagements de retraite		141 245	6 360	147 605
. Retraitement des crédits baux		-607		-607
. Amortissements et déficits reportables	112 192			112 192
. Cessions internes au groupe				
. Frais d'établissement				
. Abandon de créances				
. Provisions charges sociales				
. Provision pour investissement				
Total fiscalité différée B	112 192	203 250	6 360	321 802

FISCALITE DIFFEREE VARIATION (IS)	A.G. DIS	AUDIS	AUDIS VOYAGES	TOTAL
. Provision participation des salariés		10 416		10 416
. Contribution sociale de solidarité		-360		-360
. Provision congés payés				
. Déficit antérieur				
. Provision pour hausse des prix				
. Amortissement dérogatoires				
. Provision engagements de retraite		-9 995	140	-9 855
. Retraitement des crédits baux		34		34
. Amortissements et déficits reportables	-112 192			-112 192
. Cessions internes au groupe				
. Frais d'établissement				
. Abandon de créances				
. Provisions charges sociales				
. Provision pour investissement				
Total fiscalité différée A - B	-112 192	95	140	-111 957

Certifié Conforme

DocuSigned by:

Anthony BARDOT

E0D5DA809C3E46D...



BILAN

ACTIF	Clôture au 28/02/22 Durée 12 mois			Clôture au 28/02/21 Durée 12 mois
	B R U T	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	N E T	N E T
ACTIF IMMOBILISE	59 581 260	25 152 852	34 428 407	35 370 126
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	7 858 783	148 346	7 710 437	7 704 946
FRAIS D'ETABLISSEMENT	37 282	37 282		
CONCESSIONS, BREVETS, MARQUES	131 689	111 064	20 625	15 133
FONDS COMMERCIAL	7 689 812		7 689 812	7 689 812
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	50 023 288	25 004 505	25 018 782	25 978 963
TERRAINS	11 196 718	2 161 447	9 035 271	9 222 749
CONSTRUCTIONS	29 116 908	16 101 366	13 015 542	14 171 838
INST TECHN, MATERIEL & OUTILLAGE	7 112 341	5 438 253	1 674 087	1 879 391
IMMOBILISATIONS CORPORELLES DIVERSES	2 365 736	1 303 438	1 062 297	694 874
IMMOBILISATIONS CORPORELLES EN COURS	14 118		14 118	10 109
AVANCES ET ACOMPTES	217 465		217 465	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	1 699 188		1 699 188	1 686 216
CREANCES RATTACH. A PARTICIPATIONS	302 745		302 745	299 363
TITRES IMMOBILISES DIVERS	1 316 673		1 316 673	1 307 310
IMMOBILISATIONS FINANCIERES DIVERSES	79 769		79 769	79 543
ACTIF CIRCULANT	11 146 606	559 236	10 587 370	11 464 060
STOCKS ET EN-COURS	5 686 576	240 151	5 446 425	5 335 736
MARCHANDISES	5 686 576	240 151	5 446 425	5 335 736
CREANCES D'EXPLOITATION	3 833 773	319 085	3 514 688	3 127 535
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES	993 464	289 741	703 722	635 779
AUTRES CREANCES D'EXPLOITATION	2 840 309	29 343	2 810 965	2 491 755
AUTRES CREANCES	444 561		444 561	1 318 005
CREANCES DIVERSES	234 716		234 716	996 203
ACTIF D'IMPOTS DIFFERES	209 845		209 845	321 802
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	178		178	470 117
DISPONIBILITES	815 893		815 893	895 083
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	365 623		365 623	317 581
TOTAL GENERAL	70 727 867	25 712 088	45 015 778	46 834 186


BILAN

PASSIF	Clôture au 28/02/22 Durée 12 mois	Clôture au 28/02/21 Durée 12 mois
CAPITAUX PROPRES DU GROUPE	16 205 008	14 608 386
CAPITAL	7 040 000	7 040 000
RESERVES CONSOLIDEES	7 568 386	6 513 040
RESULTAT DE L'EXERCICE DU GROUPE	1 596 621	1 055 346
<i>RAPPEL CAPITAUX PROPRES DU GROUPE</i>	<i>16 205 008</i>	<i>14 608 386</i>
INTERETS DES MINORITAIRES	2 233	2 139
INTERETS HORS GROUPE	2 020	1 990
RESULTAT HORS GROUPE	213	149
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	975 771	911 426
PROVISIONS POUR RISQUES	424 771	354 426
PROVISIONS POUR CHARGES	551 000	557 000
DETTES	27 832 765	31 312 233
DETTES FINANCIERES	19 070 250	21 108 662
EMPRUNTS ET DETTES AUPRES DES ETS DE CREDIT	18 196 149	19 978 815
EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES DIVERS	874 100	1 129 847
DETTES D'EXPLOITATION	8 564 081	9 565 888
DETTES FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES	5 590 923	6 859 515
DETTES FISCALES ET SOCIALES	2 443 784	2 078 821
AUTRES DETTES D'EXPLOITATION	529 373	627 551
AUTRES DETTES	125 811	556 168
DETTES SUR IMMOBILISATIONS ET COMPTES RATTACHES		431 435
ETAT : IMPOTS SUR LES BENEFICES	81 760	
AUTRES DETTES DIVERSES	44 051	124 733
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	72 621	81 513
TOTAL GENERAL	45 015 778	46 834 186

SARL DRB AUDIT

*Société commissaires aux Comptes
Inscrite sur la liste nationale des commissaires
aux comptes
Rattachée à la Compagnie régionale des commissaires
aux comptes de Toulouse*
**150 rue des Frères Montgolfier
ALBASUD
82 000 MONTAUBAN**

SYGNATURES SAS

*Société commissaires aux Comptes
Inscrite sur la liste nationale des commissaires
aux comptes
Rattachée à la Compagnie régionale des commissaires
aux comptes de Toulouse*
**8 Chemin de la Terrasse
BP 45 122
31 512 TOULOUSE CEDEX 5**

A.G. DIS

Société par Actions Simplifiée au capital de 7 040 000 Euros

Siège social : 445 Route Nord
Lieu Dit Aussonne
82 000 MONTAUBAN

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

SUR LES COMPTES CONSOLIDES

Exercice clos le 28 février 2022

SARL DRB AUDIT

*Société commissaires aux Comptes
Inscrite sur la liste nationale des commissaires
aux comptes
Rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux
comptes de Toulouse*
**150 rue des Frères Montgolfier
ALBASUD
82 000 MONTAUBAN**

SYGNATURES SAS

*Société commissaires aux Comptes
Inscrite sur la liste nationale des commissaires
aux comptes
Rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux
comptes de Toulouse*
**8 Chemin de la Terrasse
BP 45 122
31 512 TOULOUSE CEDEX 5**

A.G. DIS

Société par Actions Simplifiée au capital de 7 040 000 Euros

Siège social : 445 Route Nord
Lieu Dit Aussonne
82 000 MONTAUBAN

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS Exercice clos le 28 février 2022

A l'assemblée générale de la société A.G. DIS,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société **AG DIS SAS** relatifs à l'exercice clos le **28 février 2022**, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie «Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés» du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} mars 2021 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note de l'annexe des consolidés intitulée «Méthodes et principes de consolidation» et suivantes qui exposent le changement de réglementation comptable liée à la première application du règlement ANC n°2020-01.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Votre société détermine à chaque clôture la valeur d'inventaire de ses immobilisations incorporelles selon les méthodes décrites dans la note « Immobilisations incorporelles » de l'annexe des comptes consolidés et constate des provisions pour dépréciation lorsque cette valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable. Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis et des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes décrites dans l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application et du caractère raisonnable des estimations retenues pour leur mise en œuvre.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES CONSOLIDES

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Président.

RESPONSABILITES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES CONSOLIDES

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

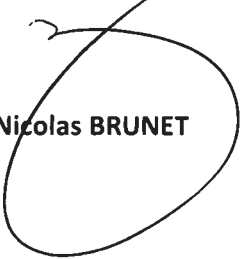
- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Fait à Montauban et Toulouse, le 28 juillet 2022

Les Commissaires aux Comptes

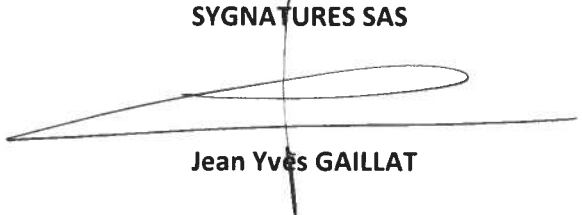
SARL DRB AUDIT

Nicolas BRUNET



SYGNATURES SAS

Jean Yves GAILLAT





BILAN

ACTIF	Clôture au 28/02/22 Durée 12 mois			Clôture au 28/02/21 Durée 12 mois
	BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
ACTIF IMMOBILISE	59 581 260	25 152 852	34 428 407	35 370 126
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	7 858 783	148 346	7 710 437	7 704 946
FRAIS D'ETABLISSEMENT	37 282	37 282		
CONCESSIONS, BREVETS, MARQUES	131 689	111 064	20 625	15 133
FONDS COMMERCIAL	7 689 812		7 689 812	7 689 812
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	50 023 288	25 004 505	25 018 782	25 978 963
TERRAINS	11 196 718	2 161 447	9 035 271	9 222 749
CONSTRUCTIONS	29 116 908	16 101 366	13 015 542	14 171 838
INST TECHN, MATERIEL & OUTILLAGE	7 112 341	5 438 253	1 674 087	1 879 391
IMMOBILISATIONS CORPORELLES DIVERSES	2 365 736	1 303 438	1 062 297	694 874
IMMOBILISATIONS CORPORELLES EN COURS	14 118		14 118	10 109
AVANCES ET ACOMPTES	217 465		217 465	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	1 699 188		1 699 188	1 686 216
CREANCES RATTACH. A PARTICIPATIONS	302 745		302 745	299 363
TITRES IMMOBILISES DIVERS	1 316 673		1 316 673	1 307 310
IMMOBILISATIONS FINANCIERES DIVERSES	79 769		79 769	79 543
ACTIF CIRCULANT	11 146 606	559 236	10 587 370	11 464 060
STOCKS ET EN-COURS	5 686 576	240 151	5 446 425	5 335 736
MARCHANDISES	5 686 576	240 151	5 446 425	5 335 736
CREANCES D'EXPLOITATION	3 833 773	319 085	3 514 688	3 127 535
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES	993 464	289 741	703 722	635 779
AUTRES CREANCES D'EXPLOITATION	2 840 309	29 343	2 810 965	2 491 755
AUTRES CREANCES	444 561		444 561	1 318 005
CREANCES DIVERSES	234 716		234 716	996 203
ACTIF D'IMPOTS DIFFERES	209 845		209 845	321 802
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	178		178	470 117
DISPONIBILITES	815 893		815 893	895 083
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	365 623		365 623	317 581
TOTAL GENERAL	70 727 867	25 712 088	45 015 778	46 834 186

BILAN

PASSIF	Clôture au 28/02/22 Durée 12 mois	Clôture au 28/02/21 Durée 12 mois
CAPITAUX PROPRES DU GROUPE	16 205 008	14 608 386
CAPITAL	7 040 000	7 040 000
RESERVES CONSOLIDEES	7 568 386	6 513 040
RESULTAT DE L'EXERCICE DU GROUPE	1 596 621	1 055 346
<i>RAPPEL CAPITAUX PROPRES DU GROUPE</i>	<i>16 205 008</i>	<i>14 608 386</i>
INTERETS DES MINORITAIRES	2 233	2 139
INTERETS HORS GROUPE	2 020	1 990
RESULTAT HORS GROUPE	213	149
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	975 771	911 426
PROVISIONS POUR RISQUES	424 771	354 426
PROVISIONS POUR CHARGES	551 000	557 000
DETTES	27 832 765	31 312 233
DETTES FINANCIERES	19 070 250	21 108 662
EMPRUNTS ET DETTES AUPRES DES ETS DE CREDIT	18 196 149	19 978 815
EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES DIVERS	874 100	1 129 847
DETTES D'EXPLOITATION	8 564 081	9 565 888
DETTES FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES	5 590 923	6 859 515
DETTES FISCALES ET SOCIALES	2 443 784	2 078 821
AUTRES DETTES D'EXPLOITATION	529 373	627 551
AUTRES DETTES	125 811	556 168
DETTES SUR IMMOBILISATIONS ET COMPTES RATTACHES		431 435
ETAT : IMPOTS SUR LES BENEFICES	81 760	
AUTRES DETTES DIVERSES	44 051	124 733
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	72 621	81 513
TOTAL GENERAL	45 015 778	46 834 186

COMPTE DE RESULTAT

	Clôture au 28/02/22 Durée 12 mois	Clôture au 28/02/21 Durée 12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	84 118 704	76 964 326
VENTES DE MARCHANDISES	79 327 405	73 296 991
PRODUCTION VENDUE (BIENS)	11 573	8 445
PRODUCTION VENDUE (SERVICES)	2 563 429	1 871 605
MONTANT NET DU CHIFFRE D'AFFAIRES	81 902 408	75 177 043
SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	69 663	47 069
REPRISES SUR PROVISIONS	315 590	224 627
TRANSFERTS DE CHARGES	260 065	172 036
AUTRES PRODUITS	1 570 976	1 343 549
CHARGES D'EXPLOITATION	81 710 186	75 087 092
ACHATS DE MARCHANDISES	62 351 767	56 522 588
VARIATION DES STOCKS (MARCHANDISES)	(165 124)	(293 552)
ACHATS DE MATIERES ET AUTRES APPROVISIONNEMENTS	197 540	151 308
AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES	7 216 894	6 953 371
IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	1 407 187	1 337 880
SALAIRES ET TRAITEMENTS	6 502 377	6 552 051
<i>dont intéressement et participation des salariés</i>	280 309	222 273
CHARGES SOCIALES	1 623 397	1 531 552
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS SUR IMMOBILISATIONS	2 091 380	1 897 834
DOTATIONS AUX PROVISIONS SUR ACTIF CIRCULANT	273 275	205 267
DOTATIONS AUX PROVISIONS POUR RISQUES & CHARGES	72 345	205 841
AUTRES CHARGES	139 144	22 949
RESULTAT D'EXPLOITATION AVANT D.A.P. ECART ACQUISITION	2 408 518	1 877 234
RESULTAT D'EXPLOITATION APRES D.A.P. ECART ACQUISITION	2 408 518	1 877 234
PRODUITS FINANCIERS	22 308	210 042
PARTICIPATIONS	22 020	9 724
INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES DIVERS	287	317
REPRISES SUR PROVISIONS		200 000
CHARGES FINANCIERES	309 465	389 879
INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES	309 465	389 843
CHARGES NETTES SUR CESSIONS VAL MOBILIERES PLACEMENT		35
RESULTAT FINANCIER	(287 157)	(179 836)



COMPTE DE RESULTAT

	Clôture au 28/02/22 Durée 12 mois	Clôture au 28/02/21 Durée 12 mois
PRODUITS EXCEPTIONNELS	29 882	12 559
SUR OPERATIONS EN CAPITAL	29 882	12 559
CHARGES EXCEPTIONNELLES	39 553	322 076
SUR OPERATIONS DE GESTION	410	410
SUR OPERATIONS EN CAPITAL	29 528	208 903
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	9 615	112 762
RESULTAT EXCEPTIONNEL	(9 671)	(309 516)
IMPOTS SUR LES BENEFICES EXIGIBLES	402 897	(30 809)
IMPOTS DIFFERES SUR LES BENEFICES	111 957	363 194
IMPOTS SUR LES BENEFICES	514 854	332 385
RESULTAT DES SOCIETES INTEGREES	1 596 835	1 055 495
RESULTAT D'ENSEMBLE CONSOLIDE	1 596 835	1 055 495
RESULTAT GROUPE	1 596 621	1 055 346
RESULTAT HORS GROUPE	213	149

ANNEXE

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Face à une situation d'épidémie Covid-19 de portée internationale, la Direction du groupe a suivi attentivement la situation et a adapté son fonctionnement en conséquence afin de respecter les mesures sanitaires (adaptation des postes de travail et mise en application des gestes barrières...).

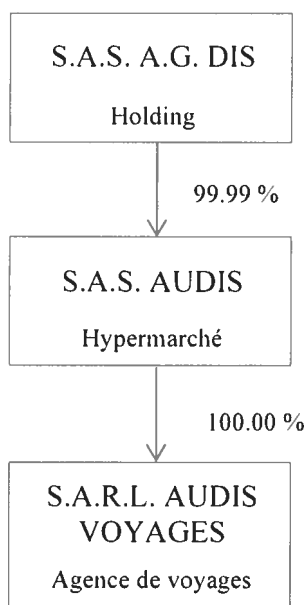
La pandémie de Covid-19 ne remet pas en cause la continuité d'exploitation de la société et n'entraîne aucune correction de la valeur comptable des actifs et des passifs inscrits dans les présents comptes annuels.

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE

Aucun événement postérieur à la clôture de l'exercice, pouvant avoir un impact significatif sur les comptes, n'est connu à la date d'arrêté des comptes annuels.

PERIMETRE ET MODALITES DE CONSOLIDATION

1) Organigramme du groupe



2) Périmètre de consolidation

Entreprises	% d'intérêt	% de contrôle	Siège social	Numéro SIREN
S.A.S A.G. DIS Holding	Société Mère	Société Mère	445 Route du Nord 82000 MONTAUBAN	485 379 168
S.A.S. AUDIS Hypermarché	99.99 %	99.99 %	445 Route du Nord 82000 MONTAUBAN	344 392 063
S.A.R.L. AUDIS VOYAGES Agence de voyages	100.00 %	100.00 %	445 Route du Nord 82000 MONTAUBAN	391 960 960

Toutes ces sociétés sont consolidées par la méthode de l'intégration globale.

3) Date de clôture et durée de l'exercice

	Clôture	Durée
S.A.S. A.G. DIS	28/02/2022	12 mois
S.A.S. AUDIS	28/02/2022	12 mois
S.A.R.L. AUDIS VOYAGES	28/02/2022	12 mois

4) Traitement de l'écart de consolidation initiale

L'excédent du prix d'acquisition des titres AUDIS est affecté au poste « Fonds commercial » à l'actif du bilan consolidé pour 7 300 000 € et au poste terrain pour 3 646 203 €.

Précisions sur la notion de fonds commercial :

Le fond commercial d'une entreprise du secteur de la grande distribution est identifié par l'autorisation d'exploiter une surface commerciale sur un lieu géographique précis et est en cela assez proche d'un véritable droit au bail.

Pour cette raison, il a été choisi d'inscrire la survaleur des éléments incorporels sur la ligne « Fonds commercial ».

Etant considéré comme identifié (proche d'un véritable droit au bail) et n'ayant pas de durée d'utilisation limitée, ces éléments incorporels ne sont pas amortis mais font l'objet d'un test de dépréciation annuel.

Précisions sur la fiscalité différée relative aux écarts d'évaluation

L'analyse des écarts d'évaluation montre que le prix des titres acquis n'intègre pas de fiscalité différée.

Par ailleurs, les éléments de l'écart initial d'évaluation identifiés n'ont pas vocation à être revendus séparément et demeurent intrinsèquement liés à la poursuite de l'activité de la société.

Pour l'ensemble de ces raisons et en rappelant que la constatation d'un passif différé aurait conduit à créer artificiellement un écart d'acquisition non identifié, il n'a pas été comptabilisé de fiscalité différée au passif.

En conséquence, il convient de rappeler que la cession des éléments d'actifs ci-après conduirait, le cas échéant, à calculer un impôt sur les sociétés sur la totalité du prix de vente sans déduire de valeur nette comptable figurant dans les comptes consolidés pour les montants suivants :

	<u>Prix de revient</u>	<u>I.S. à 25 %</u>
- Fonds commercial	7 300 000	1 825 000
- Terrain	3 646 203	911 551

PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

Le bilan et le compte de résultat ont été établis conformément au règlement ANC n°2020-01 (Autorité des Normes Comptables). Les principales méthodes comptables utilisées sont les suivantes :

Méthodes et principes de consolidation

Le Groupe établit ses comptes consolidés en conformité avec les dispositions légales et réglementaires applicables en France, selon le règlement 2020-01 du 9 octobre 2020 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) qui a remplacé le règlement CRC 99-02 du 29 avril 1999 du Comité de la Réglementation Comptable (CRC). Ce nouveau règlement est applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2021.

Information comparative

A compter du 1er janvier 2021, les méthodes préférentielles du règlement CRC 99-02 sont devenues des méthodes obligatoires dans les comptes consolidés à l'exception de la méthode de comptabilisation à l'avancement des contrats à long terme (maintien du choix simple du PCG entre achèvement et avancement), de l'enregistrement en résultat des écarts de conversion des actifs et passifs monétaires dont la possibilité est supprimée et le provisionnement des engagements de retraite qui demeure d'application optionnelle. Le nouveau règlement s'applique de manière prospective aux transactions survenant après la date de première application ainsi qu'aux contrats conclus après cette date. L'absence de rétroactivité signifie que des opérations de même nature survenues avant et après le 1er janvier 2021 seront comptabilisées selon les méthodes comptables en vigueur respectivement avant et après cette date.

Les états de synthèse présentent un exercice comparatif conformément au format prescrit par le nouveau règlement.

L'application du nouveau règlement n'a pas d'impact matériel sur les comptes consolidés du Groupe et n'altère pas la comparabilité des exercices.

Changement de méthode de présentation

Le nouveau règlement ANC 2020-01 s'applique aux comptes consolidés en règles françaises pour les exercices ouverts à compter du 01/01/2021.

La modification apportée au bilan est la suivante :

A l'actif du bilan consolidé, les écarts d'acquisition sont présentés en tant que poste faisant partie des immobilisations incorporelles, ce qui confirme leur nature d'immobilisation incorporelle. Dans le modèle de bilan du règlement CRC 99.02, les écarts d'acquisition sont présentés comme la première ligne de l'actif avant les immobilisations incorporelles.

- Au passif du bilan consolidés, les impôts différés passif sont inclus dans les autres dettes et comptes de régularisation. Dans le modèle de bilan du règlement CRC 99.02, les impôts différés passif sont présentés avec les provisions.

La modification apportée au compte de résultat est la suivante :

Sur le compte de résultat consolidé apparaissent désormais deux résultats d'exploitation, l'un avant les amortissements et dépréciations d'écarts d'acquisition, l'autre après ces charges (ANC, régl précité. Art. 281-2 et 282-3). Dans le modèle du règlement CRC, les amortissements de l'écart d'acquisition figurent comme le dernier poste avant le « Résultat net de l'ensemble consolidé ».

1) Retraitement des comptes sociaux

* Les retraitements de consolidation ont porté sur l'élimination des comptes et opérations réciproques, des résultats internes à l'ensemble consolidé (dividendes, plus-values de cessions...).

* Les engagements de retraite ont fait l'objet d'une provision pour charges.

* Des impôts différés sont comptabilisés pour tenir compte :

- du décalage temporaire dans les comptes sociaux entre l'assiette fiscale et le résultat comptable,
- des écritures de retraitement et d'élimination spécifiques à la consolidation.

* Les écritures de nature fiscale (amortissements dérogatoires, provisions réglementées, subventions d'investissement) sont éliminées.

2) Méthodes d'évaluation

Les méthodes d'évaluation retenues sont les mêmes que celles des comptes sociaux des sociétés concernées.

Immobilisations incorporelles

L'évaluation des éléments incorporels du fonds de commerce résultant de la consolidation est inscrite au poste « Fonds commercial ». Les fonds commerciaux acquis sont inscrits, le cas échéant pour leur valeur d'acquisition. Ils ne sont pas amortis, mais font l'objet d'un test de dépréciation au minimum une fois par an et dès qu'il existe un indice de perte de valeur. Ce test peut conduire à constater une dépréciation lorsque la valeur d'usage du fonds commercial est inférieure à sa valeur comptable.

Les logiciels informatiques sont amortis sur une durée de 1 à 3 ans.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition tel qu'il résulte des comptes sociaux.

Les écarts d'évaluation viennent majorer le cas échéant la valeur brute des immobilisations concernées.

Les amortissements sont calculés suivant les modes linéaire et dégressif en fonction de la durée d'utilisation prévue et en accord avec les pratiques professionnelles du secteur d'activité.

Par mesure de simplification, les amortissements sont repris des comptes sociaux et majorés de l'amortissement provenant, le cas échéant, de l'écart d'évaluation.

Compte tenu de l'absence de visibilité sur les cessions de biens, les valeurs résiduelles ne sont pas prises en compte dans la base de calcul des amortissements.

Une dépréciation est constituée lorsque la valeur actuelle (vénale ou d'usage) est inférieure à la valeur nette comptable.

Durées usuelles d'amortissement :

- Agencements des terrains :	10 à 25 ans	- Matériel de vente :	5 à 12 ans
- Constructions :	20 à 25 ans	- Matériel de transport :	3 à 5 ans
- Agencements des constructions :	10 à 15 ans	- Matériel informatique :	3 à 5 ans
- Agencements divers :	6 à 12 ans	- Mobilier de bureau :	5 à 10 ans

Immobilisations financières et valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est comptabilisée du montant de la différence.

Stocks

Le coût d'acquisition de stocks est constitué du prix d'achat, y compris les droits de douanes et autres taxes non récupérables, après déduction des rabais commerciaux, remises et autres éléments similaires.

Une dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Créances et dettes

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Pour les créances, une dépréciation est comptabilisée lorsque leur valeur d'inventaire est inférieure à leur valeur comptable.

NOTES RELATIVES A CERTAINS POSTES DU BILAN**1) Capital**

Le capital social se compose de 70 400 actions de 100 euros.

La variation des capitaux propres s'analyse comme suit :		Groupe	Hors-Groupe	Total
* Capitaux propres	N – 2	13 553 039	2 110	13 555 149
* Résultat de l'exercice	N – 1	1 055 346	149	1 055 495
* Distribution de l'exercice	N – 1	-	- 120	- 120
* Capitaux propres	N – 1	14 608 386	2 139	14 610 525
* Résultat de l'exercice	N	1 596 621	213	1 596 835
* Distribution de l'exercice	N	-	- 120	- 120
* Capitaux propres	N	16 205 008	2 233	16 207 240

2) Tableau de passage des capitaux propres des comptes sociaux aux comptes consolidés

Voir tableau annexe A.

3) Fonds commercial

* 1988 : Fonds de commerce Nouvelles Galeries	38 112
* 1996 : Fonds de commerce Galeries Lafayette	326 546
* 1999 : Licence Bar	9 909
* 1999 : Fonds de commerce Montauban Fleurs	15 245
* 1999 : Ecart d'évaluation AUDIS	7 300 000
	7 689 812

4) Immobilisations

	DEBUT EXERCICE	AUGMENTATIONS	DIMINUTIONS	FIN EXERCICE
Ecart d'acquisition				
Fonds commercial	7 689 812			7 689 812
Autres immobilisations incorporelles (*)	151 815	18 237	1 080	168 972
Immobilisations corporelles (1)	49 037 263	1 157 597	171 572	50 023 288
Immobilisations financières - titres	1 307 310	9 363		1 316 673
Immobilisations financières - créances	378 906	3 608		382 514
	58 565 106	1 188 805	172 652	59 581 260

5) Amortissements

	DEBUT EXERCICE	AUGMENTATIONS	DIMINUTIONS	FIN EXERCICE
Ecart d'acquisition				
Autres immobilisations incorporelles	136 681	12 746	1 080	148 347
Immobilisations corporelles (**)	23 058 300	2 088 250	142 044	25 004 505
	23 194 981	2 100 996 (*)	143 124	25 152 852
(*) Dont dotation : . linéaire		1 874 895		
. dégressive		216 486		
. exceptionnelle		9 616		

6) Provisions et dépréciations

	DEBUT EXERCICE	DOTATIONS (*)	REPRISES (*)	FIN EXERCICE
Provisions pour risques et charges (1)	354 427	70 345		424 772
Provisions pour engagements de retraite (2)	557 000	2 000	8 000	551 000
Dépréciations de l'actif immobilisé (3)				
Dépréciations de l'actif circulant	593 551	273 275	307 591	559 235
	1 504 978	345 620	315 590	1 535 008
(*) Dont dotation : . exploitation		345 620	315 590	
. financier				
. exceptionnel				

(1) La provision pour risques et charges, constituée sur la société AUDIS, correspond à :

- Une quote-part de la société dans un litige de la société coopérative nationale assignée par le ministre de l'Economie et des Finances devant le tribunal de commerce de Paris pour une restitution aux fournisseurs de remises additionnelles. Les sommes susceptibles d'être reversée par la société s'élèvent à 150 k€. En mai 2021, le tribunal de commerce de Paris a débouté le ministre de l'Economie et des Finances de toutes ses demandes mais ce dernier a fait appel. La provision pour risques et charges est donc maintenue ;
- Des litiges salariés à hauteur de 274 k€.

(2) La provision pour engagement retraite est calculée selon les hypothèses suivantes :

- départ uniforme de tous les salariés à l'âge de 62 ans, de façon volontaire ;
- calcul pour tous les salariés présents à la date de clôture de l'exercice social ;
- exclusion des dirigeants et mandataires sociaux en l'absence d'engagements formels ;
- valorisation établie à la date de clôture de l'exercice ;
- calcul effectué sur la base du salaire brut moyen mensuel ;
- évolution annuelle des rémunérations brutes : + 1.50 % ;
- taux d'actualisation annuel à la clôture de l'exercice : 0.90 % ;
- montant déterminé avec incidence des charges sociales et fiscales ;
- critère de turn-over du personnel : cadres : faible – employés et agents de maîtrises : moyen ;
- table de mortalité : INSEE 2020.

7) Créances : état des échéances

	VALEUR BRUTE FIN EXERCICE	A UN AN AU PLUS	A PLUS D UN AN
Créances rattachées à des participations	382 514		382 514
Créances d'exploitation	3 833 773	3 833 773	
Autres créances	444 561	444 561	
Charges constatées d'avance	365 623	365 623	
	5 026 471	4 643 957	382 514

8) Dettes : état des échéances

	VALEUR BRUTE FIN EXERCICE	A UN AN AU PLUS	DE UN A CINQ ANS	A PLUS DE CINQ ANS
Concours bancaires courants (*)	316 336	316 336		
Emprunts bancaires (1)	17 879 813	3 931 363	10 605 859	3 342 591
Emprunts et dettes financières divers (2)	874 100	620 863		253 237
Dettes d'exploitation	8 564 081	8 286 809		277 272
Autres dettes	125 811	125 811		
Produits constatés d'avance	72 621	72 621		
	27 832 764	13 353 803	10 605 859	3 873 100

(*) dont compris intérêts courus sur emprunts bancaires 34 880

(1) Emprunts auprès des établissements de crédit souscrits en cours d'exercice 1 777 341

(1) Emprunts auprès des établissements de crédit remboursés en cours d'exercice 3 224 917

(2) Dont dettes souscrites auprès des associés personnes physiques et morales 620 864

9) Comptes rattachés et comptes de régularisation

Les charges à payer, produits à recevoir, charges et produits constatés d'avance ne nécessitent pas d'informations particulières.

10) Valeurs mobilières de placement

	Exercice N	Exercice N-1
.Plus-value latente à la fin de l'exercice	-	-
.Moins-value latente à la fin de l'exercice	-	-

11) Tableau des flux de trésorerie et situation financière

Voir tableaux annexe B et annexe C.

NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

1) Chiffre d'affaires consolidé	Exercice N	Exercice N-1
- Magasin	57 409 693	56 141 096
- Drive	7 936 694	8 010 355
- Station-service	16 354 793	10 940 809
- Agence de voyages	201 228	84 782
Chiffre d'affaires net	81 902 408	75 177 042

Il est réalisé exclusivement en France.

2) Ventilation de l'effectif moyen

L'effectif moyen correspond à la moyenne arithmétique des effectifs à la fin de chaque mois de l'exercice comptable. Les salariés employés à temps partiel sont « proratisés » et le personnel intérimaire n'est pas pris en compte. Les salariés à prendre en compte sont ceux définis à l'article L 130-1 du code de sécurité sociale.

L'effectif se décompose ainsi :

- Cadres	15
- Agents de maîtrise	10
- Employés	210
	<u>235</u>

La participation des salariés et l'intéressement ont été reclassés dans le poste Salaires et traitements du compte de résultat pour un montant de 280 309 €.

3) Rémunérations des dirigeants

En application du principe du respect du droit des personnes, cette rubrique n'est pas servie car elle aurait pour effet de fournir des informations de caractère individuel.

4) Impôt sur les bénéfices	Exercice N	Exercice N-1
. Impôt exigible	402 897	- 30 809
. Variation des impositions différées	111 957	363 194
. Total	514 854	332 385

NB : Compte tenu du caractère incertain de l'évolution des taux d'impôt, le taux de 25 % est retenu pour le calcul de la fiscalité différée au 28/02/2022.

Un groupe d'intégration existe entre les sociétés A.G. DIS et AUDIS.

5) Variation des impôts différés	Exercice N	Exercice N-1	Variation
. Provision engagement retraite	137 750	147 605	- 9 855
. Provision participation des salariés	69 318	58 902	10 416
. Provision contribution sociale solidarité sociétés	3 350	3 710	- 360
. Retraitement des crédits baux	- 573	- 607	34
. Déficit reportable	-	112 192	- 112 192
. Montant de l'impôt différé	209 845	321 802	- 111 957
<i>Dont impôts différés actif :</i>	209 845	321 802	
<i>Dont impôts différés passif :</i>	-	-	

La ventilation de la fiscalité différée par société est développée en annexe D.

6) Impôt sur les sociétés : rapprochement entre la charge théorique et la charge effective

. Résultat avant I.S. des sociétés consolidées	2 111 688
. Réintégrations d'ensemble (dont mécénat : 215 301 €)	345 252
. Déductions d'ensemble (dont fonds de solidarité : 100 496 €)	- 113 256
. Déficit AUDIS VOYAGES non fiscalisé	39 122
Résultat fiscal consolidé	2 382 806
Impôt sur les sociétés à 26.50%	631 443
Réduction d'impôt mécénat	- 129 181
Correction fiscalité différée : impact changement de taux	12 591
	514 854

7) Actifs d'impôts différés non comptabilisés

Le déficit de la société AUDIS VOYAGES restant à déduire à la clôture de l'exercice, n'a pas été comptabilisé à l'actif du bilan, sa récupération n'étant pas jugée probable à court terme.

8) Résultat exceptionnel	Charges	Produits
Les éléments exceptionnels sont limités aux éléments inhabituels ou de montant particulièrement significatif.		
Cessions d'immobilisations corporelles	29 528	29 882
Amendes et pénalités	410	-
Amortissement exceptionnel sur mise au rebut	9 616	-
	39 553	29 882

9) Résultat par action	Exercice N	Exercice N-1
Résultat du groupe	1 596 835	1 055 495
Nombre d'actions	70 400	70 400
Résultat par action	23	15
Résultat dilué par action	23	15

AUTRES INFORMATIONS

1) Dettes garanties par des sûretés réelles

L'ensemble des emprunts à moyen ou long terme contractés auprès d'établissements de crédit est garanti par des sûretés réelles (hypothèque sur de l'ensemble immobilier, nantissement du fonds de commerce).

2) Engagements financiers	Données	Reçus
Cautions, avals, garantie concernant des sociétés de même enseigne	5 587 436	-
Cautions bancaires au titre de la garantie financière des agences de voyages	-	332 900
Marge non utilisée des crédits confirmés	800 000	800 000

3) Honoraires de commissariat aux comptes

Les honoraires de commissariat aux comptes concernent exclusivement la mission d'audit légal des comptes annuels et des comptes consolidés.

Passage des comptes sociaux aux comptes consolidés

	A.G. DIS	AUDIS	AUDIS VOYAGES	TOTAL
Situation nette sociale avant résultat	12 227 068	4 628 293	166 699	17 022 060
Retraitements à l'ouverture				
(+) Amortissements dérogatoires (is)				
(-) Provisions pour engagement de retraite		-533 000	-24 000	-557 000
(+/-) Retraitement de crédit-bail au bilan				
(+/-) IS différé	112 192	203 250	6 360	321 802
(+) Distributions intra-groupe	913 880			913 880
(+) Retraitement cessions internes				
(+/-) Eliminations non valeurs				
(+/-) Elimination Frais d'établissement				
Total des retraitements bilan	1 026 072	-329 750	-17 640	678 682
Situation nette retraitée	13 253 140	4 298 543	149 059	17 700 742
(+) Ecart d'évaluation du fonds de commerce		7 300 000		7 300 000
(+) Ecart d'évaluation Immobilier		3 646 203		3 646 203
(-) Elimination des titres des sous filiales			-7 622	-7 622
Situation nette réévaluée	13 253 140	15 244 746	141 437	28 639 323
% minoritaires		0.01%	0.01%	
(-) Intérêts minoritaires		-2 001	-19	-2 020
(-) Intérêts minoritaires sous pallier				
(-) Elimination des titres (retraités)		-14 028 916		-14 028 916
(-) Amort./écarts d'acquis. positifs				
Situation nette consolidée avant résultat	13 253 140	1 213 829	141 418	14 608 386
rappel situation nette consolidée groupe N-1	12 339 259	2 127 707	141 419	14 608 385
variation de capital				
distribution de dividendes reçue du groupe	913 880			913 880
distribution de dividendes versée au groupe		-913 880		-913 880
variation des écarts de conversion				
variation diverses				
situation nette consolidée groupe N (avant résultat N)	13 253 140	1 213 829	141 418	14 608 386
écart	-1	-1	1	-1

	A.G. DIS	AUDIS	AUDIS VOYAGES	TOTAL
Résultat social avant retraitements	997 144	1 592 195	27 333	2 616 672
Retraitements de l'exercice				
(+/-) Var.amortissements dérogatoires				
(-) Provisions pour engagement retraite (is)		8 000	-2 000	6 000
(+/-) Retraitement crédit bail				
(+/-) Variation IS différé	-112 192	95	140	-111 957
(-) Distributions intra-groupe	-913 880			-913 880
(+/-) Var. provision pour dépréciation des titres et créances				
(+/-) Elimination Frais d'établissement				
Total des retraitements résultat	-1 026 072	8 095	-1 860	-1 019 837
Résultat retraité	-28 928	1 600 290	25 473	1 596 835
% minoritaires		0.01%	0.01%	0.03%
(-) Intérêts minoritaires		-210	-3	-213
(-) Intérêts minoritaires sous pallier				
(-) Amort./écarts d'acquisition positifs				
(+) Reprises/écart d'acquisition négatif				
Résultat consolidé groupe	-28 928	1 600 080	25 470	1 596 622
Situation nette + résultat consolidés	13 224 212	2 813 908	166 888	16 205 008

TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE

	Exercice au 28/02/22 Durée 12 mois	Exercice au 28/02/21 Durée 12 mois	Exercice au 29/02/20 Durée 12 mois	Exercice au 28/02/19 Durée 12 mois
1) EVOLUTION DU FONDS DE ROULEMENT PERMANENT				
Flux de trésorerie liés à l'activité (hors B.F.R.E.)	3 761 822	3 268 278	3 119 713	2 536 422
Résultat d'exploitation	2 688 827	2 099 507	2 175 587	1 327 015
Charges et produits d'exploitation non décaissés/encaissés	2 155 725	2 103 676	2 186 333	2 094 474
Quote-part sur opérations faites en commun (1)				
Produits financiers (1)	22 308	10 043	10 902	6 381
Frais financiers (1)	(309 466)	(389 879)	(579 053)	(641 210)
Résultat exceptionnel lié à l'activité (1)	(410)	(410)	(60 793)	41 254
Participation et intéressement des salariés	(280 309)	(222 273)	(189 169)	
Impôt sur les sociétés, y compris sur les plus values de cession	(514 854)	(332 385)	(424 095)	(291 492)
Capacité d'autofinancement	3 761 822	3 268 278	3 119 713	2 536 422
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement	(1 158 924)	(2 616 232)	(897 311)	(1 574 145)
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	(1 175 834)	(2 820 902)	(436 298)	(1 490 969)
Acquisitions de titres	(9 363)	(7 056)	(123 774)	(6 567)
Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	29 882	3 000	1 080	
Cessions de titres		9 559		3 569
Variations des créances immobilisées	(3 608)	199 167	(338 319)	(80 178)
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement	(1 286 066)	(416 586)	(3 375 929)	(1 796 479)
Augmentation et réductions de capital, subventions				
Emprunts bancaires souscrits	1 952 270	2 797 730	216 134	2 583 866
Remboursement des emprunts bancaires	(3 224 917)	(3 214 196)	(3 592 291)	(4 386 563)
Augmentation des autres dettes financières			349	6 337
Remboursement des autres dettes financières	(13 299)			
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Sous-total Flux de financement hors dividendes	(1 285 946)	(416 466)	(3 375 809)	(1 796 359)
Distributions de dividendes mises en paiement	(120)	(120)	(120)	(120)
Sous-total : Variation du fonds de roulement permanent	1 316 832	235 461	(1 153 527)	(834 203)
Fonds de Roulement Permanent début d'exercice	(254 248)	(489 709)	663 818	1 498 021
Fonds de Roulement Permanent fin d'exercice	1 062 584	(254 248)	(489 709)	663 818
2) EVOLUTION DE LA TRESORERIE				
Flux de trésorerie liés à l'activité	2 205 239	3 472 344	4 313 039	2 334 571
Capacité d'autofinancement	3 761 822	3 268 278	3 119 713	2 536 422
Variation du besoin en fonds de roulement d'exploitation	(1 556 583)	204 066	1 193 326	(201 850)
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement	(1 158 924)	(2 616 232)	(897 311)	(1 574 145)
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement	(1 286 066)	(416 586)	(3 375 929)	(1 796 479)
Flux de trésorerie liés aux opérations hors exploitation	142 920	408 013	902 151	1 724 824
Variation du besoin en fonds de roulement hors exploitation	142 920	408 013	902 151	1 724 824
Variation de la trésorerie	(96 830)	847 540	941 950	688 771
Trésorerie début d'exercice	806 374	(41 166)	(983 115)	(1 671 887)
Trésorerie fin d'exercice	709 544	806 374	(41 166)	(983 115)

(1) Charges et produits ayant une incidence sur la trésorerie.

SITUATION FINANCIERE

	Exercice au 28/02/22 Durée 12 mois	Exercice au 28/02/21 Durée 12 mois	Exercice au 29/02/20 Durée 12 mois	Exercice au 28/02/19 Durée 12 mois
FINANCEMENTS STABLES	35 490 992	35 115 878	34 271 127	36 652 796
Capital et réserves	14 610 406	13 555 030	12 624 990	12 101 431
Résultat de l'exercice	1 596 835	1 055 495	930 159	523 679
SOUS-TOTAL CAPITAUX PROPRES	16 207 241	14 610 526	13 555 150	12 625 110
Provisions pour risques et charges	975 771	911 426	705 585	641 485
Emprunts bancaires	17 879 813	19 327 388	19 743 854	23 120 012
Emprunts bancaires décalage souscription / déblocage	174 928			
Autres emprunts et dettes financières diverses	253 237	266 536	266 536	266 187
BIENS STABLES	34 428 407	35 370 126	34 760 836	35 988 978
Immobilisations incorporelles	7 710 437	7 704 946	7 698 508	7 694 504
Immobilisations corporelles	25 018 782	25 978 963	25 180 999	26 875 238
Immobilisations financières (titres)	1 316 673	1 307 310	1 303 254	1 179 480
Immobilisations financières (créances)	382 514	378 906	578 073	239 754
FONDS DE ROULEMENT PERMANENT (financements stables - biens stables)	1 062 584	(254 247)	(489 709)	663 817
BESOINS D'EXPLOITATION	9 326 737	8 792 370	8 391 388	9 048 947
Stocks	5 446 425	5 335 736	5 003 937	5 678 465
Clients et comptes rattachés	703 722	643 849	635 293	534 835
Autres valeurs d'exploitation	3 176 589	2 812 783	2 752 156	2 835 646
FINANCEMENTS D'EXPLOITATION	8 636 702	9 658 918	9 053 870	8 518 104
Fournisseurs d'exploitation & comptes rattachés	5 590 923	6 862 961	6 207 731	5 816 260
Dettes fiscales et sociales	2 443 784	2 078 821	2 206 983	2 147 374
Autres dettes d'exploitation	601 994	717 134	639 155	554 469
BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT D'EXPLOITATION Un chiffre négatif traduit un excédent de financement	690 034	(866 548)	(662 482)	530 843
CREANCES HORS EXPLOITATION	444 561	1 318 005	1 879 419	2 956 911
Créances diverses	220 083	304 786	257 933	317 481
Impôt sur les sociétés	14 633	691 417	936 490	1 496 503
Actif d'impôts différés	209 845	321 802	684 996	1 142 927
DETTES HORS EXPLOITATION	781 555	1 512 079	1 665 479	1 840 820
Fournisseurs d'immobilisations		431 435	26 179	42 198
Impôt sur les sociétés	81 760		6 344	9 865
Autres dettes diverses	44 051	124 733	109 182	100 073
Comptes courants d'associés	620 863	863 311	1 361 283	1 525 243
Intérêts courus sur emprunts	34 880	92 600	162 490	163 440
BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT HORS EXPLOITATION Un chiffre négatif traduit un excédent de financement	(336 994)	(194 074)	213 939	1 116 090
LIQUIDITES ET CONCOURS BANCAIRES COURANTS	991 000	1 365 200	761 058	223 530
Valeurs mobilières de placement	178	470 117	190 027	
Disponibilités	815 893	895 083	571 031	223 530
Emprunts bancaires décalage souscription / déblocage	174 928			
CONCOURS BANCAIRES COURANTS	281 456	558 826	802 224	1 206 645
Découvert bancaire	281 456	558 826	802 224	1 206 645
TRESORERIE <i>Rappel du sous-total B.F.R. Hors Exploitation + Trésorerie</i>	709 544 372 549	806 374 612 300	(41 165) 172 773	(983 115) 132 974

FISCALITE DIFFEREE N (IS)	A.G. DIS	AUDIS	AUDIS VOYAGES	TOTAL
. Provision participation des salariés		69 318		69 318
. Contribution sociale de solidarité		3 350		3 350
. Provision congés payés				
. Déficit antérieur				
. Provision pour hausse des prix				
. Amortissement dérogatoires				
. Provision engagements de retraite		131 250	6 500	137 750
. Retraitement des crédits baux		-573		-573
. Amortissements et déficits reportables				
. Cessions internes au groupe				
. Frais d'établissement				
. Abandon de créances				
. Provisions charges sociales				
. Provision pour investissement				
Total fiscalité différée A	0	203 345	6 500	209 845

FISCALITE DIFFEREE N -1 (IS)	A.G. DIS	AUDIS	AUDIS VOYAGES	TOTAL
. Provision participation des salariés		58 902		58 902
. Contribution sociale de solidarité		3 710		3 710
. Provision congés payés				
. Déficit antérieur				
. Provision pour hausse des prix				
. Amortissement dérogatoires				
. Provision engagements de retraite		141 245	6 360	147 605
. Retraitement des crédits baux		-607		-607
. Amortissements et déficits reportables	112 192			112 192
. Cessions internes au groupe				
. Frais d'établissement				
. Abandon de créances				
. Provisions charges sociales				
. Provision pour investissement				
Total fiscalité différée B	112 192	203 250	6 360	321 802

FISCALITE DIFFEREE VARIATION (IS)	A.G. DIS	AUDIS	AUDIS VOYAGES	TOTAL
. Provision participation des salariés		10 416		10 416
. Contribution sociale de solidarité		-360		-360
. Provision congés payés				
. Déficit antérieur				
. Provision pour hausse des prix				
. Amortissement dérogatoires				
. Provision engagements de retraite		-9 995	140	-9 855
. Retraitement des crédits baux		34		34
. Amortissements et déficits reportables	-112 192			-112 192
. Cessions internes au groupe				
. Frais d'établissement				
. Abandon de créances				
. Provisions charges sociales				
. Provision pour investissement				
Total fiscalité différée A - B	-112 192	95	140	-111 957